

## Impacts De L'Insecurite Sur Les Dynamiques Socio-Economiques Dans Les Zones Frontalieres De La Region Du Boukani (COTE D'IVOIRE)

KOUASSI Konan Aristide Ahonou

*Doctorant, Université Félix Houphouët-Boigny, UFR Criminologie*

**Résumé :** Dans un contexte régional marqué par l'expansion de l'insécurité sahélienne, cette recherche analyse les effets socio-économiques de l'insécurité dans les zones frontalières de la région du Boukani (nord-est de la Côte d'Ivoire). Ce territoire, longtemps marginalisé, subit aujourd'hui une intensification des menaces transfrontalières, posant des défis majeurs à la stabilité et au développement local. L'étude vise à analyser les impacts concrets de l'insécurité sur les moyens de subsistance, les services sociaux et les dynamiques communautaires, tout en identifiant les stratégies locales d'adaptation face à la faiblesse des dispositifs étatiques. Une enquête qualitative a été menée de mars à juin 2025 dans deux sous-préfectures (Téhini, Tougbô) et deux villages (Bolé, Môrô-Môrô), mobilisant entretiens, groupes de discussion et observations directes auprès de 48 acteurs locaux. Les résultats révèlent une insécurité multidimensionnelle (violence armée, trafics, conflits agropastoraux) aggravée par la porosité frontalière, la faiblesse de l'État et les inégalités sociales. Face à cela, les communautés s'organisent via des formes de sécurité endogènes (Dozos, justice coutumière) et des réseaux de solidarité. L'insécurité redéfinit les dynamiques sociales et économiques, affaiblit la cohésion communautaire et contribue à la fragmentation du territoire. Les réponses locales, bien que résilientes, restent précaires et peuvent renforcer la crise de légitimité institutionnelle. Cette recherche met en lumière les interactions entre sécurité, développement et gouvernance locale, et plaide pour des approches intégrées et participatives dans les politiques publiques en contexte frontalier.

**Mots-clés :** *insécurité, zones frontalières, Boukani, résilience communautaire, gouvernance locale, Côte d'Ivoire*

**ABSTRACT :** In a regional context marked by the spread of Sahelian insecurity, this study analyses the socio-economic effects of insecurity in the border areas of the Boukani region (northeastern Côte d'Ivoire). This long-marginalized area is now facing increasing transnational threats, undermining local stability and development. The research aims to analyze the concrete impacts of insecurity on livelihoods, public services, and community dynamics, while identifying local adaptation strategies in the absence of effective state intervention. A qualitative survey was conducted from March to June 2025 in four sub-prefectures (Téhini, Tougbô) and two villages (Bolé, Môrô-Môrô), using interviews, focus groups, and direct observation with 48 local stakeholders. Findings reveal multidimensional insecurity (armed violence, trafficking, agropastoral conflicts) exacerbated by porous borders, weak state presence, and social inequalities. In response, communities organize through informal security systems (Dozos, customary justice) and solidarity networks. Insecurity reshapes socio-economic dynamics, weakens social cohesion, and contributes to territorial fragmentation. While resilient, local responses remain fragile and may further erode institutional legitimacy. This research highlights the interplay between security, development, and local governance, advocating for integrated and participatory public policies in fragile border contexts.

**Keywords:** *insecurity, border zones, Boukani, community resilience, local governance, Côte d'Ivoire*

### I. INTRODUCTION

Aux confins du nord-est de la Côte d'Ivoire, la région du Boukani se retrouve aujourd'hui au cœur de dynamiques sécuritaires préoccupantes, illustrant l'expansion continue de l'instabilité sahélienne vers les pays du golfe de Guinée. Située à la frontière du Burkina Faso, du Ghana et du Mali, cette région stratégique est devenue en quelques années un espace de vulnérabilité marqué par une montée en puissance des menaces transfrontalières. En effet, les incursions djihadistes, les attaques armées sporadiques, le trafic d'armes et les actes de banditisme s'y sont multipliés, fragilisant le climat de sécurité et affectant durablement les conditions de vie des populations

locales (International Crisis Group, 2022 ; Bavier, 2023). Loin d'être un phénomène isolé, cette situation s'inscrit dans une tendance plus large de diffusion de l'insécurité à partir du Sahel central vers les États côtiers d'Afrique de l'Ouest, dans un contexte de porosité des frontières et de faible maillage sécuritaire des zones rurales (Hounkpe & Tondel, 2023 ; Lacher, 2021). La région du Bounkani, longtemps considérée comme périphérique, devient ainsi une zone de transit et d'implantation potentielle pour des groupes armés exploitant les fragilités institutionnelles, les frustrations sociales et la marginalisation économique. Cependant, malgré la gravité des faits rapportés et la multiplication des alertes sécuritaires, les analyses continuent de privilégier les réponses militaires, diplomatiques ou géopolitiques, au détriment d'une compréhension fine des répercussions locales de cette insécurité. Or, ces violences ont un impact profond sur les dynamiques socio-économiques : désorganisation des circuits commerciaux, exode des populations, fermeture des services sociaux, délitement des solidarités communautaires, etc. (Assanvo, Dakono & Théroux-Bénoni, 2022 ; Koné, 2024). Ces conséquences appellent une lecture intégrée qui articule enjeux sécuritaires, développement local et cohésion sociale. Dans cette perspective, il devient urgent de documenter de manière rigoureuse et contextualisée les effets de l'insécurité sur le tissu socio-économique du Bounkani, afin d'éclairer les décisions politiques, d'orienter les stratégies d'adaptation communautaire et de renforcer la résilience des territoires exposés. Cette étude s'inscrit ainsi dans une approche interdisciplinaire croisant les apports de la criminologie, de la sociologie du développement et de la géographie politique, pour analyser les mutations induites par l'insécurité dans une région à la fois marginalisée et convoitée.

Dans un contexte marqué par l'extension progressive de l'insécurité sahélienne vers les zones frontalières des pays côtiers, il devient important d'interroger l'impact de cette instabilité chronique sur les dynamiques socio-économiques locales. Dans la région du Bounkani, les communautés frontalières font face à une détérioration progressive de leurs conditions de vie : leur résilience est affaiblie, leurs moyens de subsistance perturbés, et leurs stratégies d'adaptation de plus en plus mises à l'épreuve. L'insécurité qui y prévaut ne se limite pas à la menace physique directe ; elle produit des effets systémiques sur les structures sociales, les mobilités humaines, les réseaux commerciaux et la cohésion communautaire (Baz Lecocq & Klute, 2013 ; Chauzal & van Damme, 2015). L'analyse se situe donc à la croisée des enjeux sécuritaires et du développement local. Elle s'inscrit dans une approche interdisciplinaire qui vise à comprendre comment la violence transforme, parfois en silence, les équilibres socio-économiques dans des contextes de faible présence étatique. Les travaux sur les effets de l'insécurité dans les zones frontalières mettent en évidence plusieurs tendances majeures. D'un côté, la violence armée engendre la désorganisation des circuits économiques, la fuite des investisseurs, la contraction de l'activité agricole et commerciale, et un ralentissement général de la croissance locale (Baldé et al., 2020 ; OCHA, 2023 ; Raineri, 2021). De l'autre, les effets indirects, souvent moins visibles mais tout aussi corrosifs, incluent le retrait des services sociaux, la désaffiliation des jeunes, la précarisation des familles et la montée de l'économie informelle, voire criminelle, comme mécanisme de survie (Lacher, 2012 ; Assanvo et al., 2019 ; Idrissa, 2022). Dans cette optique, l'étude de Dédou (2025), consacrée à la sécurité communautaire en contexte postcrise dans la région du Cavally, constitue une contribution importante pour saisir les perceptions locales de la sécurité et les limites des dispositifs sécuritaires étatiques. Elle montre que les populations développent des stratégies d'auto-organisation, de négociation et de contournement face à l'absence ou à l'inefficacité des réponses publiques. Ces enseignements trouvent un écho particulier dans le Bounkani, où l'ancrage des dispositifs de sécurité reste fragile, et où les acteurs locaux (chefs de village, comités de veille, leaders religieux) jouent un rôle déterminant dans la régulation des tensions et la prévention des risques. Néanmoins, la majorité des travaux existants reste centrée sur les zones sahéliennes en crise ouverte, négligeant les régions « *tampons* » comme le Bounkani, où l'insécurité demeure plus diffuse, évolutive et souvent sous le seuil de visibilité médiatique et institutionnelle. Or, ces territoires en marge, bien que périphériques, sont exposés à des recompositions majeures des logiques économiques, sociales et sécuritaires, qu'il convient de documenter avec précision (Bøås & Strazzari, 2020 ; Kouadio, 2024). Dès lors, cette recherche vise à combler une lacune en analysant les effets différenciés et évolutifs de l'insécurité sur les dynamiques sociales et économiques du Bounkani, à travers une approche ancrée dans les perceptions locales, les pratiques d'adaptation et les tensions entre dispositifs formels et informels de gouvernance sécuritaire.

Malgré la multiplication des alertes sécuritaires dans les zones frontalières du nord-est ivoirien, les effets concrets de cette insécurité sur les sociétés locales demeurent encore peu documentés de manière systématique et contextualisée. Les études existantes se concentrent majoritairement sur les réponses militaires ou les dynamiques régionales du terrorisme, laissant en marge les réalités quotidiennes vécues par les populations directement exposées. Ce déficit de connaissance, particulièrement marqué dans des zones périphériques comme le Bounkani, empêche une compréhension fine des transformations socio-économiques induites par la menace sécuritaire persistante. Or, l'insécurité chronique qui affecte cette région ne constitue pas seulement une atteinte à l'intégrité physique des habitants ; elle restructure profondément les modes d'organisation sociale, redéfinit les priorités économiques et contraint les stratégies de subsistance. En contexte de peur diffuse et d'incertitude permanente, les individus et les communautés adoptent des comportements d'adaptation qui reconfigurent les dynamiques traditionnelles du travail, de la solidarité, de la mobilité ou encore de l'accès aux services.

Dès lors, une interrogation centrale se pose : en quoi et comment l'insécurité affecte-t-elle les dynamiques socio-économiques dans les zones frontalières de la région du Bounkani ? Cette question appelle une analyse des changements observables dans les modes de vie, les relations sociales, les formes de production économique, mais aussi dans les mécanismes de résilience et les répertoires d'action communautaire.

En somme, il s'agit de comprendre les effets structurels et symboliques de l'insécurité sur un territoire marginalisé mais stratégique, en s'appuyant à la fois sur les perceptions locales, les pratiques concrètes et les configurations institutionnelles. Cette problématique ambitionne de dépasser une lecture purement sécuritaire du phénomène pour proposer une analyse intégrée, au croisement de la criminologie, de la sociologie du développement et de la géographie des conflits.

Face à la persistance de l'insécurité dans les zones frontalières du nord-est ivoirien et plus particulièrement dans la région du Bounkani, cette recherche se donne pour ambition d'analyser les effets concrets de cette instabilité sur les dynamiques locales. Elle poursuit deux objectifs complémentaires qui s'inscrivent dans une démarche à la fois analytique et pragmatique. Premièrement, il s'agit d'analyser empiriquement les répercussions de l'insécurité sur les conditions socio-économiques des populations locales. Cette analyse portera notamment sur les transformations observées dans les activités économiques (agriculture, commerce, mobilité des biens), les services sociaux (éducation, santé, accès aux infrastructures), ainsi que sur les reconfigurations des liens sociaux, familiaux et communautaires. Deuxièmement, la recherche vise à identifier et comprendre les réponses locales d'adaptation, de contournement ou de résilience mises en œuvre par les habitants et les acteurs communautaires. Cela inclut l'étude des pratiques de sécurité informelle, des stratégies de survie économique, des réseaux de solidarité, ainsi que des formes d'auto-organisation en contexte de faiblesse étatique.

L'intérêt de cette étude est double. D'un point de vue scientifique, elle contribue à enrichir les travaux sur les interconnexions entre sécurité, développement et gouvernance locale dans les zones périphériques, en apportant des données originales issues du terrain. Elle s'inscrit ainsi dans une littérature émergente qui insiste sur la nécessité de mieux comprendre les effets différenciés et localisés de la violence dans les régions frontalières (Bøås & Strazzari, 2020 ; Dédou, 2025). D'un point de vue opérationnel, elle offre des pistes de réflexion utiles aux décideurs publics, aux collectivités territoriales et aux partenaires au développement, en mettant en lumière les besoins spécifiques, souvent invisibilisés, des populations vivant en marge de l'action étatique.

En croisant approches qualitatives et analyse territoriale, cette recherche ambitionne donc de contribuer à une meilleure prise en compte des enjeux socio-sécuritaires dans l'élaboration de politiques publiques plus inclusives, différenciées et sensibles aux contextes locaux.

Afin de garantir la clarté de l'analyse et d'éviter toute ambiguïté interprétative, il est nécessaire de préciser les principaux concepts mobilisés dans cette recherche. La précision terminologique constitue en effet une étape fondamentale dans tout travail scientifique, en particulier lorsque les termes renvoient à des réalités complexes, multidimensionnelles et parfois polysémiques.

Le concept d'insécurité est ici entendu au sens large, comme l'ensemble des menaces réelles ou perçues susceptibles de porter atteinte à la sécurité physique, économique, psychologique ou sociale des individus et des communautés. Ces menaces peuvent émaner de divers acteurs : groupes armés non étatiques, bandes criminelles, trafiquants transfrontaliers, mais aussi de l'absence, de l'insuffisance ou de la défaillance de la protection assurée par l'État (Baker, 2009 ; Dédou, 2025). L'insécurité est donc appréhendée non seulement à travers les événements violents (attaques, braquages, incursions), mais aussi à travers les sentiments d'abandon, d'incertitude et de vulnérabilité ressentis par les populations.

Quant aux dynamiques socio-économiques, elles renvoient aux processus de transformation des pratiques économiques, des rapports sociaux, des formes d'organisation communautaire et des comportements collectifs, en interaction avec les ressources disponibles, les contraintes structurelles et les contextes institutionnels. Inspirée des travaux de De Haan & Zoomers (2005), cette notion met l'accent sur les stratégies différenciées des acteurs locaux face aux aléas, les adaptations des structures sociales, et les réajustements des modèles économiques dans un environnement incertain. Elle englobe à la fois les modalités de production, d'échange et de consommation, mais aussi les formes d'entraide, les solidarités locales, et les réponses informelles au retrait de l'État.

Ces deux concepts, insécurité et dynamiques socio-économiques, sont donc interconnectés dans notre analyse. L'insécurité agit comme un facteur de perturbation, parfois comme un accélérateur de transformation, modifiant les équilibres locaux, les priorités individuelles et collectives, ainsi que les configurations territoriales de développement. L'approche adoptée ici privilégie une lecture ancrée dans les perceptions et les pratiques, attentive aux expériences sociales de l'insécurité dans un espace frontalier marginalisé.

L'analyse des effets de l'insécurité sur les dynamiques socio-économiques dans les zones frontalières du Bounkani repose sur un cadre théorique interdisciplinaire articulant plusieurs perspectives complémentaires. Ce cadre permet de saisir la complexité des transformations observées dans un contexte marqué à la fois par la violence, la marginalité territoriale et la faiblesse de l'action publique.

En premier lieu, nous mobilisons l'approche des « zones grises » développée par Muggah (2012), qui désigne les espaces échappant partiellement ou totalement au contrôle effectif de l'État, où se manifestent des formes hybrides d'autorité, de régulation et de gouvernance. Ces zones, souvent situées en périphérie géographique et politique,

sont caractérisées par une faible présence institutionnelle, une insécurité persistante et une pluralité d'acteurs (étatiques, communautaires, informels) qui se disputent ou partagent le monopole de la violence légitime. Le Bounkani, en tant qu'espace frontalier faiblement administré et exposé à des menaces transnationales, s'inscrit pleinement dans cette logique.

Cette perspective est étayée par les travaux sur la gouvernance locale en contexte d'insécurité, qui analysent les arrangements pragmatiques entre acteurs formels et informels dans les zones où l'État est absent, contesté ou délégué (Baker, 2006 ; Lund, 2016). Ces auteurs montrent que dans les contextes de crise prolongée, les fonctions de sécurité, de justice ou de gestion des ressources sont souvent assurées par des autorités coutumières, religieuses, communautaires ou même par des réseaux non officiels. Ce modèle d'« ordre négocié », fluctuant et contextuel, permet de comprendre comment les sociétés locales produisent des formes alternatives de stabilité face à l'effritement de la gouvernance étatique.

En complément, l'approche socio-anthropologique de la résilience (Béné et al., 2014) fournit un cadre pertinent pour analyser les logiques d'adaptation des communautés confrontées à des chocs répétés. Cette approche insiste sur les capacités des individus et des groupes à absorber les perturbations, à se réorganiser et à développer des réponses innovantes dans des environnements incertains. Elle permet notamment de mettre en lumière les stratégies quotidiennes de survie, les mécanismes d'entraide, les recompositions sociales et les processus de reterritorialisation à l'œuvre dans le Bounkani.

En croisant ces différentes perspectives, notre analyse s'inscrit dans une lecture territorialisée de l'insécurité, attentive aux perceptions locales, aux rapports de pouvoir informels et aux dynamiques d'adaptation sociale. Elle vise à dépasser une approche centrée exclusivement sur les institutions étatiques pour intégrer les logiques communautaires et les systèmes alternatifs de régulation qui émergent dans les espaces en crise.

L'article s'organise en quatre grandes parties, précédées d'une section méthodologique indispensable à la compréhension du processus de recherche. Cette première section présente en détail la méthodologie adoptée, en précisant les outils de collecte utilisés, les caractéristiques du terrain d'enquête, les profils des personnes interrogées ainsi que les choix d'analyse retenus. La deuxième section est consacrée à l'exposition des résultats empiriques, qui mettent en lumière les effets concrets de l'insécurité sur les dynamiques économiques locales, l'accès aux services sociaux de base, ainsi que les rapports sociaux et les mécanismes de solidarité dans les zones frontalières de la région du Bounkani. La troisième section propose une discussion critique des résultats à partir des cadres théoriques mobilisés et des travaux de recherche antérieurs, afin de replacer les constats dans une perspective comparative et analytique. Enfin, la quatrième et dernière section présente la conclusion, qui récapitule les principaux apports de l'étude, souligne ses limites méthodologiques ou analytiques, et propose des recommandations opérationnelles visant à renforcer la résilience et la stabilité socio-économique dans ces espaces fragilisés. L'article se clôt sur une bibliographie rassemblant l'ensemble des références scientifiques, institutionnelles et empiriques mobilisées tout au long de l'analyse.

## II. METHODOLOGIE

L'enquête a été menée de mars à juin 2025 dans les sous-préfectures de Téhini et Tougbô et les villages de Bolé et Môrô-Môrô, situées dans la région du Bounkani, au nord-est de la Côte d'Ivoire. Ce choix territorial repose sur la centralité de cette zone dans les enjeux de sécurité nationale, en raison de sa position frontalière avec le Burkina Faso, de la recrudescence des attaques armées, de la présence de groupes armés transfrontaliers, mais aussi de la fragilité institutionnelle et de la pauvreté chronique qui y prévalent. Ces localités constituent des espaces stratégiques, à la fois par leur vulnérabilité sécuritaire et par leur importance dans les dynamiques socio-économiques locales, ce qui en fait un terrain pertinent pour une exploration approfondie des effets de l'insécurité sur les sociétés rurales ivoiriennes.

L'approche méthodologique adoptée est de nature qualitative, visant à comprendre les perceptions, les pratiques et les adaptations des populations face à l'insécurité. Un échantillonnage raisonné a permis de sélectionner 48 enquêtés aux profils diversifiés : 10 chefs coutumiers, 12 représentants de groupes de jeunes et de femmes, 6 responsables d'ONG locales, 8 agents de sécurité (policiers, gendarmes, Dozos), 5 autorités administratives et 7 habitants ordinaires, y compris des déplacés internes. Cette diversité d'acteurs permet de croiser les regards institutionnels, communautaires et populaires sur les transformations induites par l'insécurité. Trois outils principaux ont été utilisés pour la collecte des données : des entretiens semi-directifs menés en face-à-face, des groupes de discussion (focus groups) organisés avec des jeunes et des femmes pour saisir les représentations collectives, et des observations directes dans les espaces publics (villages, marchés, lieux de culte, postes de sécurité). Les entretiens ont été conduits en français et en langues locales, avec l'aide d'un interprète le cas échéant, enregistrés avec le consentement des participants, puis retranscrits et codés selon une grille d'analyse thématique inductive.

Sur le plan éthique, la recherche a été conduite dans le respect du consentement éclairé, de l'anonymat et de la confidentialité des propos recueillis. Notre posture de chercheur s'est voulue compréhensive, réflexive et distanciée, afin de minimiser les biais d'interprétation dans un contexte fortement politisé et émotionnellement chargé. Cette méthodologie vise ainsi à produire des données fiables, contextualisées et représentatives des dynamiques sécuritaires et de leurs effets socio-économiques dans le Bounkani.

### III. RESULTATS

L'analyse des données recueillies révèle que l'insécurité dans les zones frontalières du Bounkani revêt une nature multidimensionnelle, affectant profondément les structures économiques, sociales et institutionnelles locales. Les récits des enquêtés traduisent une réalité marquée par la peur, la précarité et une perte de repères collectifs. Cette insécurité ne se manifeste pas uniquement sous forme de violence physique, mais prend des formes variées, parfois invisibles, qui déstabilisent les cadres de vie et compromettent la résilience communautaire.

#### 1- Insécurité multidimensionnelle aux effets déstabilisateurs dans les zones frontalières du Bounkani

Les entretiens réalisés dans les quatre sous-préfectures enquêtées confirment que l'insécurité est perçue comme un phénomène global, mêlant violence armée, criminalité transfrontalière, conflits socio-territoriaux et dérèglements climatiques. Cette complexité alimente un sentiment généralisé d'abandon et d'impuissance chez les populations, contraignant certaines à fuir, d'autres à s'organiser de manière informelle pour leur propre sécurité.

##### 1-1- Les formes dominantes de l'insécurité dans la région frontalière

Trois types majeurs d'insécurité ont été identifiés sur le terrain : les attaques armées sur les axes commerciaux, les trafics illicites et les conflits agropastoraux.

##### 1-1-1- Attaques armées sur les axes commerciaux transfrontaliers

Ces attaques, souvent attribuées à des groupes armés venus du Burkina Faso ou à des coupeurs de route locaux, ciblent principalement les commerçants, les transporteurs et les voyageurs. Leur récurrence a contribué à freiner les échanges économiques et à désorganiser les marchés hebdomadaires. Comme l'exprime un commerçant de Tougbô :

« On ne peut plus voyager librement. À tout moment, ils peuvent sortir de la brousse, tirer et prendre tout. Il n'y a pas de sécurité sur la route, même avec les militaires » (Koffi, 41 ans, Tougbô).

Ce témoignage illustre la peur constante et la rupture de confiance envers les dispositifs officiels de protection.

##### 1-1-2- Trafic illicite d'armes, de drogues et de carburant

La porosité de la frontière facilite le développement de circuits clandestins alimentés par des réseaux bien organisés. Ces trafics s'accompagnent d'une augmentation des violences liées aux règlements de comptes ou à la concurrence entre bandes. Un jeune interrogé à Môrô-Môrô explique :

« Les gens ici savent qui vend les armes, qui fait passer la drogue, mais personne ne parle. C'est dangereux même d'en parler. Et souvent, les jeunes sont tentés, car il n'y a pas d'emploi » (Souleymane, 27 ans, Môrô-Môrô).

Ce verbatim met en lumière le lien entre précarité économique, silence social et enrôlement dans les circuits délinquants.

##### 1-1-3- Conflits agropastoraux aggravés par les déplacements et le changement climatique

Le déplacement des éleveurs transhumants venus du nord ou du Burkina Faso provoque des tensions avec les communautés autochtones, déjà affectées par la raréfaction des terres cultivables. À Bolé, un leader communautaire témoigne :

« Cette année encore, les bœufs ont tout détruit. Les gens ont voulu se battre. On a peur que ça finisse mal, surtout que les jeunes sont nerveux » (Bamogo, 55 ans, Bolé).

L'intensification de ces conflits, souvent mal gérés par les autorités, accentue la fragilité sociale et la méfiance intercommunautaire.

Ces témoignages illustrent la pluralité des formes d'insécurité dans le Bounkani, leur imbrication et leur ancrage territorial. Loin d'être ponctuelles ou isolées, elles s'inscrivent dans une dynamique durable qui menace les fondements mêmes de la cohésion sociale et du développement local. L'insécurité devient ainsi un facteur structurant du quotidien, au point de modifier les comportements, les itinéraires économiques, et les représentations du vivre-ensemble.

Au-delà de ces manifestations visibles de l'insécurité, les enquêtés évoquent avec insistance les causes profondes et structurelles de cette situation. Celles-ci seront analysées dans la section suivante, qui interroge les défaillances institutionnelles, les inégalités territoriales et les vulnérabilités socio-économiques comme terreau de l'insécurité dans les zones frontalières du Bounkani.

### 1-2- Les causes structurelles de l'insécurité dans les zones frontalières

Au-delà des manifestations visibles de l'insécurité, les propos des enquêtés mettent en évidence des causes plus profondes, ancrées dans l'histoire et la structure même des territoires frontaliers du Bounkani. Ces causes structurelles, souvent négligées dans les discours officiels, nourrissent un climat de vulnérabilité chronique. Trois facteurs reviennent de façon récurrente dans les entretiens : la porosité des frontières combinée à la faiblesse du contrôle étatique, les complicités locales et pratiques de corruption, ainsi que les fractures ethniques accentuées par l'absence de gouvernance territoriale efficace.

#### 1-2-1- Porosité des frontières et faiblesse du contrôle étatique

La quasi-absence de présence sécuritaire continue le long de la frontière avec le Burkina Faso facilite les infiltrations de groupes armés, les trafics et les mouvements non contrôlés de personnes. Les populations expriment un sentiment d'abandon face à un État perçu comme lointain et inefficace.

« On dit qu'il y a des frontières, mais elles sont ouvertes. N'importe qui peut entrer. Les postes sont là, mais les militaires ne restent pas longtemps. Ils ont peur ou ils n'ont pas les moyens » (Adama, 49 ans, Téhini).

Ce verbatim met en évidence l'écart entre la présence symbolique de l'État et sa capacité réelle à sécuriser l'espace. Le contrôle est perçu comme intermittent, insuffisant et inadapté aux réalités locales.

#### 1-2-2- Complicités locales et corruption institutionnelle

Les enquêtés dénoncent également l'existence de complicités entre certains acteurs étatiques et les réseaux criminels, alimentées par la corruption et l'impunité. Cette perception mine la confiance dans les institutions et alimente un sentiment d'injustice.

« Même quand on signale des choses bizarres, rien ne se passe. Tout le monde sait que certains agents prennent de l'argent pour laisser passer les camions de carburant ou les motos chargées. Comment peut-on se sentir protégé dans ces conditions ? » (Marie, 38 ans, Bolé).

Le propos souligne la banalisation des pratiques illicites et l'impuissance des citoyens face à des systèmes parallèles tolérés ou protégés.

#### 1-2-3- Fractures ethniques et absence de gouvernance territoriale efficace

Enfin, la faible présence administrative, combinée à une gouvernance locale désorganisée, a favorisé des tensions interethniques autour du foncier, de la représentation politique et de l'accès aux ressources. Certains groupes se sentent exclus ou marginalisés, ce qui alimente des frustrations pouvant être exploitées par des acteurs violents.

« Chez nous, ce sont toujours les mêmes familles qui dirigent. Les autres n'ont pas de voix. Même pour les terres, les étrangers achètent, les autochtones se sentent volés. Ça crée des tensions qui durent » (Yéo, 57 ans, Môrô-Môrô).

Ce témoignage illustre l'ancrage de l'insécurité dans des conflits d'ordre identitaire et territorial, souvent anciens, mais réactivés dans un contexte de faible régulation étatique.

Les formes d'insécurité observées dans les zones frontalières du Bounkani ne sauraient être comprises sans une lecture structurelle. La porosité frontalière, l'absence de services publics crédibles, la corruption et les inégalités d'accès à la gouvernance forment un terreau favorable à la violence, au repli communautaire et à la défiance institutionnelle. L'insécurité apparaît alors comme le symptôme d'un déséquilibre plus profond entre centre et périphérie, entre autorité formelle et légitimité locale.

Pour finir, l'analyse conjointe des formes dominantes et des causes structurelles de l'insécurité dans les zones frontalières du Bounkani révèle un système complexe et enraciné de vulnérabilités. Loin d'être conjoncturelle, l'insécurité apparaît comme un phénomène multidimensionnel, à la fois visible dans les violences armées et enraciné dans les déficiences structurelles de l'État, les clivages sociaux, et les dynamiques transfrontalières. Ces réalités imposent une lecture holistique de la sécurité, intégrant autant les enjeux territoriaux, sociaux que géopolitiques.

Ces causes structurelles, cumulées à l'exposition quotidienne à la violence, engendrent des bouleversements majeurs dans l'organisation socio-économique des communautés. La section suivante explore les conséquences directes de cette insécurité sur les moyens de subsistance, les services sociaux et les dynamiques de résilience déployées par les populations locales face à la crise.

## 2- Conséquences socio-économiques et dynamiques de résilience communautaire

L'insécurité persistante dans les zones frontalières du Bounkani a provoqué des bouleversements majeurs dans les conditions de vie des populations et les dynamiques économiques locales. Les conséquences ne se limitent pas à l'insécurité physique : elles affectent directement les activités agricoles, commerciales et sociales, remettant en cause la stabilité des moyens de subsistance et accélérant l'appauvrissement. Cette situation, largement décrite dans les entretiens, témoigne d'un climat de crise aux effets durables sur les territoires.

## 2-1- Effets socio-économiques sur les populations et les territoires

Les effets économiques et sociaux les plus marquants identifiés par les enquêtés se regroupent autour de trois dynamiques principales : la baisse des investissements et le ralentissement des échanges, l'aggravation de la pauvreté rurale et l'exode des jeunes, ainsi que la déstructuration des activités agricoles et commerciales de proximité.

### 2-1-1- Recul des investissements et contraction des échanges transfrontaliers

Les routes commerciales étant devenues dangereuses, les opérateurs économiques, transporteurs et commerçants limitent ou suspendent leurs activités. Cette contraction des flux a entraîné la fermeture de certains marchés locaux et un ralentissement des investissements dans les infrastructures de base.

« Avant, les camions burkinabè venaient chaque semaine. Aujourd'hui, les chauffeurs ont peur. Plus personne n'investit ici, même les ONG sont parties » (Zoumana, 46 ans, Téhini).

Ce témoignage illustre un climat général de méfiance, qui freine les initiatives privées et publiques, entraînant une désorganisation du tissu économique local.

### 2-1-2- Appauvrissement rural, hausse des prix et exode des jeunes

Avec la baisse de l'offre alimentaire et l'insécurité des circuits commerciaux, les prix ont fortement augmenté, aggravant la précarité des familles rurales. Parallèlement, les jeunes, désœuvrés et sans perspective, quittent massivement les villages pour rejoindre les villes ou tenter leur chance dans les zones d'orpaillage.

« Tout est devenu cher. On ne peut plus cultiver comme avant. Les jeunes ne veulent plus rester ici. Ils disent qu'il n'y a rien à espérer » (Awa, 50 ans, Bolé).

Ce propos met en évidence le lien entre dégradation économique, désespoir social et migrations internes, souvent non planifiées et risquées.

### 2-1-3- Déstructuration des activités agricoles et commerciales locales

Les attaques et les menaces obligent de nombreux paysans à abandonner leurs champs. Les femmes commerçantes, quant à elles, ne se rendent plus dans les marchés périphériques. Cela provoque un déséquilibre de l'offre locale et un affaiblissement des circuits traditionnels de distribution.

« Même pour aller vendre un seau de tomates, on a peur. Les champs sont loin, les pistes ne sont plus sûres. On reste au village, mais sans rien » (Mariam, 35 ans, Môrô-Môrô).

Ce verbatim reflète l'effet paralysant de l'insécurité sur les chaînes d'approvisionnement locales, affectant en particulier les femmes rurales, principales actrices du petit commerce vivrier.

Les données recueillies révèlent une spirale descendante où l'insécurité génère le ralentissement économique, lequel accentue la vulnérabilité sociale et alimente à son tour les logiques de repli, d'exode et de désagrégation communautaire. L'économie informelle peine à se restructurer, les services sociaux se raréfient, et les dynamiques de solidarité s'effritent face à la peur et à la survie individuelle. Ces conséquences posent la question de la capacité des communautés à faire face à l'adversité dans un contexte d'abandon perçu.

Face à cette crise multidimensionnelle, les populations ne restent pas passives. La section suivante explore les stratégies locales d'adaptation, entre désengagement des dispositifs étatiques, revalorisation des formes traditionnelles de sécurité et émergence de nouvelles pratiques communautaires de résilience.

## 2-2- Crise de légitimité sécuritaire et stratégies locales d'adaptation

Face à l'intensification de l'insécurité et à l'inefficacité perçue des dispositifs étatiques, les communautés frontalières du Bounkani développent des formes d'adaptation propres, souvent en marge de l'État. Les enquêtés expriment un profond désenchantement à l'égard des forces de l'ordre officielles, jugées distantes, inefficaces ou corrompues, ce qui favorise l'émergence de mécanismes de sécurité endogènes. Cette situation alimente une crise de légitimité sécuritaire où se superposent méfiance institutionnelle, recours à la justice parallèle et initiatives locales de résilience sociale.

### 2-2-1- Méfiance envers les forces de l'ordre et montée des groupes d'autodéfense

Dans toutes les localités enquêtées, les populations manifestent une faible confiance envers la police et la gendarmerie, souvent accusées de passivité ou de connivence avec les malfaiteurs. En réaction, des groupes d'autodéfense communautaires, parfois armés, se sont constitués pour suppléer aux carences de l'État.

« Ici, ce sont les Dozos qui nous protègent. Quand il y a un problème, on les appelle, pas les gendarmes. Les forces de l'ordre ne viennent que quand tout est fini » (Yacouba, 60 ans, Tougbô).

Ce témoignage reflète un transfert de légitimité sécuritaire des institutions républicaines vers des acteurs traditionnels perçus comme plus proches et plus réactifs, bien que non encadrés juridiquement.

### 2-2-2- Pratiques de justice parallèle et résilience par réseaux communautaires

Devant la lenteur ou l'inefficacité du système judiciaire officiel, certaines communautés ont développé des formes de justice locale, fondées sur les médiations coutumières ou les décisions collectives prises en assemblée. Ces pratiques permettent de maintenir un certain ordre, mais posent des risques d'abus ou d'exclusions.

« Si quelqu'un vole ou cause des problèmes, on le convoque devant les anciens. On ne va plus à la gendarmerie, c'est une perte de temps et d'argent » (Fatou, 48 ans, Môrô-Môrô).

Cette justice parallèle, bien que fonctionnelle dans certains cas, contribue à affaiblir l'autorité de l'État et à institutionnaliser des normes informelles qui échappent souvent à tout contrôle externe.

### 2-2-3- Nécessité d'approches intégrées pour le développement et la sécurité

Nombre d'enquêtés appellent à une nouvelle approche de la sécurité, qui dépasse la seule dimension militaire pour intégrer des réponses économiques, sociales et éducatives. La sécurité est perçue comme indissociable du développement, de la justice et de la présence de l'État.

« Tant qu'il n'y aura pas d'écoles, de soins, de routes, la sécurité ne viendra pas. Les armes ne suffisent pas. Il faut aider les jeunes, occuper les gens » (Moussa, 35 ans, Bolé).

Ce propos met en évidence une demande sociale forte pour des politiques publiques multisectorielles, capables de répondre à la fois aux besoins de protection et aux aspirations de progrès.

L'analyse des témoignages révèle une situation paradoxale : les populations cherchent à se protéger, à maintenir une forme d'ordre et de justice, mais en dehors des cadres étatiques. Cette autonomisation de la sécurité traduit une profonde crise de légitimité des institutions républicaines et une redéfinition locale des rapports à l'autorité. Si ces initiatives communautaires témoignent d'une capacité de résilience, elles soulignent aussi le risque d'une fragmentation durable du système de gouvernance sécuritaire et d'une normalisation de l'exception.

En somme, l'insécurité persistante dans les zones frontalières du Bounkani a engendré une désorganisation progressive des activités économiques et une fragilisation du tissu social local. Le recul des échanges commerciaux, combiné à la peur ambiante, a découragé les investissements et réduit l'accès aux biens essentiels.

En parallèle, les populations rurales font face à un appauvrissement accéléré, alimenté par la hausse des prix et la perte des sources de revenu. Cette précarisation pousse de nombreux jeunes à migrer ou à s'engager dans des activités à risque. L'agriculture familiale, pilier de l'économie locale, est déstructurée, tandis que les circuits commerciaux traditionnels se trouvent désarticulés. Ces effets cumulés révèlent une spirale négative, dans laquelle l'insécurité compromet durablement les capacités d'autonomisation économique des communautés.

Ces constats empiriques mettent en lumière la complexité des dynamiques sécuritaires dans les zones frontalières du Bounkani. Ils appellent désormais une lecture plus approfondie des résultats, à la lumière des cadres théoriques mobilisés et des travaux scientifiques existants, afin d'en dégager des enseignements analytiques plus larges. La discussion des résultats permettra ainsi de replacer les réalités locales dans une perspective critique et comparative, en interrogeant les modèles actuels de gestion de l'insécurité et les défis de la gouvernance en contexte périphérique.

## IV. DISCUSSION DES RESULTATS

L'analyse des données qualitatives recueillies dans les sous-préfectures de Téhini et Tougbô, et les villages de Bolé et Môrô-Môrô, met en évidence des transformations profondes induites par l'insécurité dans les zones frontalières du Bounkani. Ces transformations touchent aussi bien les dynamiques économiques que sociales et politiques. Pour en rendre compte avec rigueur, la discussion suit une méthodologie en cinq étapes : reformulation des résultats, interprétation, confrontation à la littérature, limites analytiques et perspectives.

Les résultats montrent que l'insécurité dans le Bounkani est à la fois structurelle et conjoncturelle. Elle se manifeste par des attaques armées sur les axes commerciaux, des trafics transfrontaliers, des conflits agropastoraux exacerbés, mais aussi par une défiance grandissante envers les institutions de l'État. En réaction, les populations locales développent des stratégies d'adaptation fondées sur l'entraide communautaire, la justice coutumière et la mobilisation de groupes d'autodéfense. L'impact de cette insécurité est profond : appauvrissement, exode des jeunes, désorganisation des circuits économiques et fragmentation de l'ordre social. Ces constats révèlent une fracture croissante entre l'État central et les territoires périphériques. L'insécurité agit non seulement comme une menace physique, mais aussi comme un catalyseur de transformations sociales. Le désengagement de l'État perçu par les habitants alimente la méfiance et l'autonomisation des pratiques de gouvernance locale. Les dispositifs communautaires de régulation deviennent des alternatives à l'action publique défaillante. Ce phénomène traduit un glissement vers une sécurité endogène, perçue comme plus légitime, mais aussi plus fragile, car souvent sans cadre légal stable.

Ces résultats s'inscrivent dans la continuité des travaux de Bierschenk et Olivier de Sardan (2014), qui montrent que l'Afrique de l'Ouest est traversée par des formes hybrides de gouvernance sécuritaire. Ils rejoignent les analyses de Chauzal (2020) et Lacher (2021) sur la fragilité des dispositifs étatiques en contexte sahélien et leur contournement par les structures locales. Plus récemment, Koné (2024) souligne que les zones frontalières ivoiriennes deviennent des « espaces d'initiative sécuritaire communautaire » où les autorités coutumières

prennent le relais de l'État. En revanche, ces observations s'opposent aux travaux de Smith (2018), qui prédisait une harmonisation progressive des normes sécuritaires sur les modèles républicains. Le Bounkani illustre au contraire un processus de fragmentation normative où l'exception devient la règle.

Malgré leur richesse, les résultats de cette étude doivent être appréciés avec prudence. D'une part, l'échantillon limité à 48 personnes ne permet pas une représentation exhaustive de la diversité des expériences. D'autre part, la forte charge émotionnelle de certains entretiens a pu influencer les réponses. Par ailleurs, le caractère transversal de l'enquête empêche de saisir les dynamiques d'évolution dans le temps. Enfin, l'accès restreint à certains groupes (ex. : acteurs armés ou trafiquants) constitue une limite importante pour l'analyse des chaînes de causalité.

Cette recherche apporte des éléments nouveaux sur les réponses communautaires à l'insécurité dans un contexte frontalier marginalisé. Elle met en lumière la nécessité de repenser la gouvernance sécuritaire en intégrant les acteurs locaux, sans pour autant légitimer des formes de justice ou de contrôle social potentiellement arbitraires. Sur le plan scientifique, l'article contribue à l'analyse des « zones grises » (Muggah, 2012) et des logiques de sécurité territoriale informelle (Raineri, 2021). Sur le plan opérationnel, il plaide pour la construction de dispositifs hybrides, participatifs et adaptés aux contextes locaux. Des recherches comparatives menées dans d'autres régions frontalières ou dans des pays voisins (Burkina Faso, Mali) permettraient d'approfondir la compréhension des trajectoires locales de sécurité et de vulnérabilité.

## V. CONCLUSION

Cet article avait pour objectif d'analyser les effets de l'insécurité sur les dynamiques socio-économiques dans les zones frontalières de la région du Bounkani, en s'appuyant sur une enquête qualitative conduite dans quatre sous-préfectures particulièrement exposées. En croisant les perceptions des acteurs locaux, les pratiques d'adaptation communautaire et les carences institutionnelles, l'étude visait à dépasser une lecture purement sécuritaire du phénomène pour proposer une compréhension intégrée des recompositions sociales, économiques et territoriales induites par la violence. Les résultats ont mis en évidence l'ancrage multidimensionnel de l'insécurité dans le Bounkani. Celle-ci se manifeste par des attaques armées, des trafics transfrontaliers, des conflits agropastoraux, mais aussi par un sentiment généralisé d'abandon de l'État. Les conséquences sont multiples : désorganisation des circuits économiques, hausse de la pauvreté, repli communautaire, affaiblissement de la cohésion sociale et montée des logiques d'autoprotection. En réaction, les populations développent des stratégies de résilience reposant sur des réseaux locaux, des pratiques de justice coutumière et la mobilisation de groupes d'autodéfense. Ce système de régulation parallèle, bien qu'efficace à court terme, contribue également à saper la légitimité des institutions républicaines et à instaurer un ordre sécuritaire informel. Ces constats confirment que l'insécurité ne se limite pas à une absence de paix, mais agit comme un facteur structurant de l'organisation sociale et économique. Elle génère des formes de gouvernance alternatives, souvent situées entre le pragmatisme local et l'absence de réponse institutionnelle. Le cas du Bounkani illustre ainsi les tensions entre sécurité d'État et sécurité par le bas, entre stabilisation militaire et survie sociale. Ces dynamiques soulèvent des questions majeures sur les conditions de reconstruction de la confiance, de relégitimation des institutions publiques et de reterritorialisation des politiques de sécurité dans les espaces en marge. Néanmoins, cette recherche comporte plusieurs limites. D'une part, son périmètre reste restreint à une région et à une période d'enquête relativement courte. D'autre part, les données recueillies reposent sur des récits déclaratifs, tributaires du contexte émotionnel, culturel et politique des enquêtés. De surcroît, l'accès aux acteurs les plus impliqués dans les réseaux criminels ou les groupes armés est demeuré limité, ce qui restreint l'analyse des logiques de violence organisée. Pour aller plus loin, plusieurs perspectives méritent d'être explorées. Sur le plan scientifique, il serait pertinent de mener des études comparatives dans d'autres régions frontalières de Côte d'Ivoire ou d'Afrique de l'Ouest, afin de mieux cerner les facteurs de résilience ou de basculement vers la violence. Sur le plan opérationnel, l'intégration des dispositifs communautaires dans une stratégie nationale de sécurité territoriale, combinant protection, développement et dialogue social, apparaît comme une priorité. Enfin, il est essentiel de renforcer les capacités locales de prévention des conflits, d'inclure les jeunes dans des dispositifs d'insertion, et de repenser la gouvernance des zones rurales à la lumière des défis sécuritaires contemporains.

## BIBLIOGRAPHIE

- [1] Assanvo, W., Dakono, B., & Thérout-Bénoni, D. (2022). Insecurity in border regions of Côte d'Ivoire: Risks of spillover from the Sahel and strategies for prevention. Institute for Security Studies.
- [2] Assanvo, W., Dakono, B., Thérout-Bénoni, D., & Pokoo, J. (2019). Violent extremism, organised crime and local conflicts in Liptako-Gourma. Institute for Security Studies.
- [3] Baker, B. (2006). Beyond the state police in urban Uganda and Sierra Leone. *Afrika Spectrum*, 41(1), 55–76.
- [4] Baker, B. (2009). *Security in Post-Conflict Africa: The Role of Nonstate Policing*. CRC Press.
- [5] Baldé, M., Cissé, A., & Konaté, D. (2020). Security, mobility and livelihoods in border areas of West Africa. *OECD West Africa Papers*, No. 27.

- [6] Bavier, J. (2023, June 10). Ivory Coast strengthens border security as Sahel violence spreads south. Reuters. <https://www.reuters.com>
- [7] Baz Lecocq, B., & Klute, G. (2013). Tuareg separatism in Mali. *International Journal*, 68(3), 424–434.
- [8] Bénédicte, C., Wood, R. G., Newsham, A., & Davies, M. (2014). Resilience, poverty and development. *Journal of International Development*, 26(5), 598–623.
- [9] Bierschenk, T., & Olivier de Sardan, J.-P. (2014). *States at Work: Dynamics of African Bureaucracies*. Brill.
- [10] Bøås, M., & Strazzari, F. (2020). Governance, fragility and insurgency in the Sahel: A hybrid political order in the making. *International Affairs*, 96(4), 985–1000.
- [11] Chauzal, G. (2020). *The central Sahel: A region in crisis*. Clingendael Institute.
- [12] Chauzal, G., & van Damme, T. (2015). *The roots of Mali's conflict: Moving beyond the 2012 crisis*. Clingendael Institute.
- [13] De Haan, L., & Zoomers, A. (2005). Exploring the frontier of livelihoods research. *Development and Change*, 36(1), 27–47.
- [14] Dédou, Z. A. (2025). Sécurité communautaire en contexte postcrise en Côte d'Ivoire : Analyse des perceptions locales et des dispositifs sécuritaires dans la région du Cavally. *American Journal of Humanities and Social Sciences Research*, 9(5), 70–78.
- [15] Hounkpe, M., & Tondel, F. (2023). *Fragile borders: West Africa's security and development challenge*. European Centre for Development Policy Management.
- [16] Idrissa, A. (2022). Gouvernance sécuritaire au Sahel : entre pragmatisme et résilience locale. *Sahel Studies Journal*, 5(1), 51–70.
- [17] International Crisis Group. (2022). *Stopping the Spread of Jihadist Insurgencies in West Africa*. Africa Report No. 303.
- [18] Koné, A. (2024). Espaces frontaliers et sécurité communautaire en Côte d'Ivoire : Une lecture critique des politiques sécuritaires. *Revue Africaine de Sécurité*, 8(2), 109–126.
- [19] Kouadio, G. A. (2024). Périphéries en crise : les zones tampons dans les dynamiques sécuritaires ivoiriennes. *Politique Africaine*, 173(1), 41–60.
- [20] Lacher, W. (2012). *Organized crime and conflict in the Sahel-Sahara region*. Carnegie Endowment for International Peace.
- [21] Lacher, W. (2021). Sahel: Fragile states and hybrid governance. In D. Schetter (Ed.), *Statehood and sovereignty in the Global South* (pp. 79–96). Routledge.
- [22] Lund, C. (2016). Rule and rupture: State formation through the production of property and citizenship. *Development and Change*, 47(6), 1199–1228.
- [23] Muggah, R. (2012). *Researching the urban dilemma: Urbanization, poverty and violence*. IDRC/DFID.
- [24] OCHA. (2023). *Rapport humanitaire Côte d'Ivoire 2023*. Office for the Coordination of Humanitarian Affairs.
- [25] Raineri, L. (2021). *Security provision and hybrid governance in the Sahel*. EUISS Chaillot Paper No. 166.
- [26] Smith, L. (2018). Security reform in West Africa: Towards a harmonized normative framework. *African Security Review*, 27(3), 230–248.